

newsletter

lettre d'information de la Délégation de l'Union européenne au Liban

ISSUE 2 | 2011

For an economic growth that serves development and social progress



Lebanon achieved remarkable growth rates during the last two years, despite a sometimes turbulent context. However, did this performance reduce the rate of emigration and create jobs for the most as well as the less qualified?

The Lebanese private sector is often praised for its dynamism and its spirit of entrepreneurship. It has also resisted to long periods of instability. However, the Lebanese economy cannot deploy its full potential without an appropriate environment.

Lebanon seems to have over-relied on a limited number of sectors, making its economy more dependant and vulnerable. Moreover, other indicators show that the development of the Lebanese economy primarily benefited Beirut and its surroundings, limiting the possibility to develop the potential of rural areas.

The European Union has always shared the entrepreneurs' concern about the need to have an updated legal framework, facilitated access to finance, more efficient infrastructure and a more business-friendly public service. Accordingly the EU deployed a wide range of programmes and instruments to support private sector development. The assistance to the creation of new businesses and targeted services for enterprises on quality or on export promotion strengthens the capacity of small and medium-sized enterprises; the support to the Ministry of Economy and Trade, or the assistance to the modernisation of the Customs improve the business environment; finally, stimulating investment in infrastructure in coordination with European financial institutions creates more economic opportunities.

The EU wishes, through all these activities, to promote a more diversified and more inclusive, in a word a more sustainable economic development, capable not only of maintaining a high level of growth rate but also of generating additional employment opportunities and a chance for young Lebanese to work and invest in their country.



Développer des perspectives d'avenir

L'un des principaux enseignements que l'on peut tirer des troubles politiques et sociaux qui bouleversent le monde arabe est qu'un malaise profond peut se développer au sein d'une société lorsque les bienfaits de la croissance sont mal partagés et que la richesse nationale, fruit des efforts de chacun, ne bénéficie qu'à une minorité.

Si le Liban a une place à part dans la région, il n'est pas inutile de se demander quel peut être le rôle de l'économie libanaise : a-t-elle suffisamment créé les richesses dont l'ensemble du Liban a besoin, a-t-elle créé assez d'emplois pour ses jeunes générations, a-t-elle enfin posé les bases d'un modèle économique et social durable ?

Malgré ses imperfections, le modèle européen, basé sur la notion de convergence des niveaux de vie entre les différentes populations rurales et urbaines des Etats membres de l'Union européenne, a contribué à la paix en Europe au cours des cinquante dernières années. A la base de ce modèle, il y a la conviction que l'homme mérite avant tout la dignité et que celle-ci s'acquiert en grande partie grâce à un emploi stable, au milieu des siens, assorti de garanties sociales contre la maladie, la vieillesse et le chômage.

L'UE continuera d'aider l'économie libanaise à se renforcer dans cette optique et à trouver sa place dans la mondialisation. Il appartient aussi aux représentants du peuple libanais de soutenir le tissu économique et de mettre les petites et moyennes entreprises libanaises au cœur des priorités gouvernementales, afin qu'elles puissent offrir à la jeunesse du Liban des perspectives d'avenir.

Angelina Eichhorst
Chef de Délégation

In this issue

Interview de Nicolas Chammas, Président de l'Association des Commerçants de Beyrouth	2
Soutien de l'UE à la création d'emplois et aux PME	3
EU-Lebanon trade: towards more integration	4
Investment and networking in the Mediterranean	5
The EU and its Member States support vocational training	6
European Ambassadors visit UNIFIL	8



For information, please contact the Delegation of the European Union to Lebanon: +961 1 569 400

<http://eeas.europa.eu/delegations/lebanon>

Le point sur l'économie libanaise

avec Nicolas Chammas, Président de l'Association des Commerçants de Beyrouth

1) La conjoncture économique libanaise de ce premier semestre 2011 semble assez morose. Comment la voyez-vous, et quelle peut être la perspective pour les prochains mois ?

L'adjectif morose est très approprié. Tous les indicateurs économiques sont sombres en ce début d'année, qu'ils soient macro-économiques - déficit de la balance des paiements, baisse des transferts des Libanais de l'étranger -, financiers - croissance de la dette par rapport au PIB, transformation du surplus primaire* en déficit primaire -, monétaires - hausse de la dollarisation dans les dépôts, stagnation de l'épargne - ou encore que l'on parle des indicateurs de l'économie réelle - taux d'occupation des hôtels, exportations industrielles, importation d'équipements industriels, activité commerciale.

Il y a trois raisons à cet important recul de la croissance libanaise :

- Tout d'abord, le fort clivage politique : il existe un discours de division et en aucun cas de consensus.
- Deuxièmement, les troubles dans les pays arabes, et particulièrement en Syrie, ont joué un rôle important car les économies syrienne et libanaise sont fortement imbriquées. Par exemple, de nombreux commerçants et citoyens syriens viennent s'approvisionner chez les détaillants libanais.
- Enfin, il y a tout un ensemble de facteurs économiques à l'échelle internationale qu'il faut prendre en compte, en particulier la baisse du dollar par rapport à l'euro qui a eu un impact important sur l'économie libanaise puisque le Liban importe beaucoup d'Europe ou d'autres pays non indexés sur le dollar, et la hausse du prix des matières premières, notamment le pétrole. Cela a affecté le pouvoir d'achat des Libanais, le budget des ménages, la trésorerie des sociétés, et a eu un effet ravageur sur les comptes de l'Etat (hausse des transferts à Electricité du Liban) d'autant que le gouvernement a baissé les taxes sur l'essence.

A mon sens, la formation du gouvernement peut contribuer à une reprise, même partielle. En effet, le gouvernement va effectuer des nominations à des postes clés dans l'administration, qui sont indispensables pour faire revenir la confiance.

2) Le Liban a connu une croissance remarquable au cours de ces deux dernières années. Cette croissance a-t-elle permis à la société libanaise de se développer et aux jeunes de trouver des emplois ?

En 2008, 2009 et 2010, la croissance cumulée était de 25% : c'est digne de la Chine ! Mais la croissance libanaise n'est pas riche en création d'emplois. Le grand gagnant de la croissance a été le secteur de la construction, mais la main-d'œuvre est étrangère dans une large mesure. Les autres bénéficiaires sont le secteur bancaire dont la contribution au PIB reste limitée, et le secteur touristique qui est saisonnier. La création d'emplois a un peu augmenté mais l'offre de main-d'œuvre reste toujours supérieure à ce que la croissance a permis de réaliser. Il n'y a pas eu de création suffisante d'emplois qualifiés, bien rémunérés. Or c'est cela, notre ambition pour la jeunesse libanaise.

Sur la même période, grâce à la hausse des dépôts dans les banques libanaises, la classe moyenne a réussi à s'équiper mais cela s'est fait par l'intermédiaire d'emprunts bancaires et non grâce à une amélioration des revenus. Si les taux d'intérêts augmentent, la charge de la dette privée risque d'être difficile à supporter pour les ménages.

3) Selon vous, quelles sont les mesures à prendre pour permettre le développement des petites et moyennes entreprises ?

Tout d'abord, il faut faire en sorte que le pays retienne les jeunes talents, d'abord en les rassurant sur la situation politique ! Il y a aussi un problème culturel : au Liban, l'échec est stigmatisé, il n'y a pas de culture du risque, on ne donne pas de seconde chance. Regardez Steve Jobs aux Etats-Unis : il avait été chassé de son entreprise Apple avant d'y revenir et de brillamment réussir. Pour favoriser cette culture, un dépoussiérage de la législation s'impose, notamment une révision de la loi sur les faillites. Il faut aussi des financements spécialisés. Par ailleurs, les business angels*, le capital-risque et les banques d'affaires n'existent pas. Les PME nagent avec les gros poissons... La bourse devrait davantage jouer son rôle d'intermédiation entre le public et les entrepreneurs. Malheureusement, les banques restent toujours la source exclusive de financement au Liban.



4) Le commerce occupe traditionnellement une place importante dans l'économie libanaise. Comment faire pour qu'il contribue davantage à la croissance du PIB ? Dans quelle mesure une ouverture plus grande de l'économie libanaise peut-elle avoir un impact positif sur la croissance ?

L'Association des Commerçants de Beyrouth vise à promouvoir les échanges commerciaux, depuis et vers le Liban. Notre ambition est que Beyrouth redevienne le centre d'attraction commercial de la région, rôle qui nous a été confisqué par Dubaï. Cela passe par la mise en œuvre du Partenariat euro-méditerranéen, par l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce, et par des partenariats régionaux comme le projet d'accord commercial entre le Liban, la Jordanie, la Syrie et la Turquie. Toutefois, le secteur commercial doit évoluer : l'essor de l'économie libanaise dans les dix prochaines années viendra en grande partie de la hausse de la productivité dans ce secteur.

* *Déficit ou surplus primaire* : déficit ou surplus dans les comptes de l'Etat avant le paiement des intérêts sur la dette.

* *Business Angel* : personne physique qui investit une part de son patrimoine dans une entreprise innovante et met à disposition de l'entrepreneur ses compétences, son expérience, ses réseaux et son temps.

Le FDES : une formule adaptée à l'entreprenariat en milieu rural

En établissant en 2000 le Fonds de Développement Economique et Social (FDES), l'Union européenne et le Gouvernement libanais ont fait un pari ambitieux : celui de réduire la pauvreté et créer des emplois en prêtant à ceux qui n'ont pas accès au crédit. L'UE, qui est à l'initiative du projet, a déjà investi plus de 19 millions € dans la composante "création d'emplois" du Fonds.

Six ans après le lancement du FDES, les chiffres parlent d'eux-mêmes : 5 565 projets ont été financés et 3 445 emplois ont été créés. Parmi les bénéficiaires des prêts du FDES, on compte pas moins de 855 femmes entrepreneurs. Enfin, 629 start-up ont pu voir le jour.

Cependant, pour l'UE, il ne s'agit pas seulement d'accroître les fonds disponibles aux investissements. Le FDES fait également connaître les possibilités de financements auprès des petites entreprises, qui connaissent des difficultés financières, essentiellement en milieu rural. Pour plus d'autonomie et d'efficacité, ce sont trois banques partenaires qui jouent le rôle d'intermédiaire et décident



d'accorder ou non les prêts du FDES. Ceux-ci peuvent s'élever jusqu'à 40 000 € pour une durée maximale de cinq ans. Les petites et moyennes entreprises bénéficient également de conseils et d'un accompagnement dans l'élaboration de leur dossier de candidature.

L'UE espère qu'à terme le FDES prendra

la forme d'un organisme autonome et pérenne de lutte contre la pauvreté pouvant constituer un instrument efficace à disposition tant du Gouvernement libanais que d'autres donateurs.

Pour plus d'informations : <http://www.esfd.cdr.gov.lb/>

Business Incubation in Tripoli: a success story

Promote entrepreneurship in North Lebanon, create jobs and expand local production and services: this was the objective of the Business Incubation Association of Tripoli (BIAT) when it launched a business incubator for Tripoli and North Lebanon in July 2006. The European Union, for which employment is a top priority, provided a financial and technical support of €700 000.

Since then BIAT has met more than 600 potential clients, small and medium-sized enterprises, young entrepreneurs and start-ups, 118 of which have been hosted at its premises. This support includes trainings in remote areas, such as Akkar, and specific innovation services for local products. BIAT has provided more than 150 different businesses planning recommendations and trained more than 300 persons in entrepreneurship and business management and planning. It has also helped 18 entrepreneurs access loans by supporting their application to the banks and credit guarantees from Kafalat. So far, BIAT has contributed to the creation of more than 300 new qualified high-added value jobs

in the region. A wide range of sectors are supported by BIAT (furniture, crafts, agro-food, ICT, tourism or recycling), which contributes to the economic development of the North and to the improvement of the living conditions in the region. Two similar business incubators have been created with EU support: Berytech for Beirut and Mount

Lebanon and SouthBIC, based in Saida, for Southern Lebanon. Further financial and technical support (€2.8 million) is being currently provided by the EU to these business incubators to reinforce their capacities and ensure their sustainability.

More information on: www.biatcenter.org



Ambassador Angelina Eichhorst, Head of the EU Delegation, visiting the Business Incubation Association of Tripoli.

EU-Lebanon trade: towards more integration

Lebanon has a long-standing commercial tradition. Today, the value of imports and exports is equivalent to 68% of its GDP. Trade brings wealth by creating jobs and fostering economic growth. The European Union remains Lebanon's most important trade partner with more than 33% of its trade volume, which confirms the high level of integration of the EU and Lebanon. The EU also supports Lebanon to increase exchanges with all its partners: the EU itself, other Mediterranean countries and beyond, and to conquer new markets through global negotiation (e.g. its accession to the WTO) and through more competitiveness. The EU acts in a global way to ensure that Lebanon fully develops its trade potential, ranging from supporting its export potential to providing substantial technical assistance and equipments to Lebanese key trade actors.

Developing the potential of Lebanese products

Improving quality

The lack of a fully functioning quality infrastructure and the need for more awareness on the importance of quality to win markets are factors that impede Lebanese manufacturers to conquer new markets and grow. Since 2003, the European Union has supported with more than €15 million the improvement of the quality of Lebanese products and their conformity with technical requirements and international standards for health, consumer protection and the environment. The top priority was to help the Lebanese Government in setting up and consolidating the legislative, regulatory and policy framework infrastructure that a modern competitive country needs.

Therefore, the EU is providing substantial technical assistance and capacity building to the Qualeb Unit at the Ministry of Economy and Trade, but also to the Lebanese standards institution (LIBNOR), the Lebanese Council for Accreditation (COLIBAC) and a wide range of laboratories and other bodies responsible for testing, conformity assessment, standardisation, accreditation, metrology, market surveillance, food safety and consumers protection. The programme has also provided expertise and funding in order to help the Qualeb Unit increase national

awareness on quality related issues. Activities have been put in place in both the public and the private sectors, by creating for instance National Quality Awards. Further €4 million have been



allocated for the period 2011-2013, with the aim to continue upgrading and modernising the Lebanese quality infrastructure.

For more information: www.qualeb.org

Towards a modernised industry



The Euro-Lebanese Centre for Industrial Modernisation (ELCIM) was initiated in 2001 by the Lebanese Government with the European Union's support to improve the performance of Lebanese manufacturing enterprises.

Since then, ELCIM has become a business support organisation, which continuously advises and assists manufacturers in improving their performance on both national and international markets and in facilitating access to long-term financial resources. For the period 2011-2013, additional EU funds are being dedicated to helping Lebanese enterprises achieve an innovative edge so that they can better compete in global markets.

The main sectors supported will be those with a high potential on international markets, such as: agro-food, information and communication technologies, and Lebanese franchises.

Find out more about ELCIM: www.elcim-lb.org

Benefiting from an open economy

Accession to the WTO

The European Union has constantly supported Lebanon's bid for World Trade Organisation (WTO) membership since 1999. Indeed, this accession will first and foremost boost competitiveness and reduce the cost of doing business in the country. Many reforms are necessary to develop a more predictable and transparent Lebanese business environment.

Among the benefits of Lebanon's accession to the WTO the following can be mentioned: increase of predictability for exports and imports, promotion of Lebanese exports of goods and services, protection for intellectual property rights, and actions against unfair trade practices.

Reduction of customs obstacles

Lebanon's economic growth and competitiveness are hindered by relatively high import, export and transactions costs. In the last years, the European Union has supported the Lebanese customs authority and a specific support of €3.3 million is currently being prepared to simplify Lebanese customs procedures. Assistance will be provided to the Lebanese customs authority and other key stakeholders to establish a clearance process platform common for all parties and achieve a significant reduction of clearance delays. This assistance will entail capacity building, expertise and substantial equipments purchase.

Access to EU market

Lebanon benefits from a preferential access to the European Union market, the world's largest single market. Information on requirements, taxes, import tariffs, preferential arrangements and trade statistics are available on the European Export Helpdesk, a single point of access for online information about how to export to Europe.



This service is free of charge, accessible to everybody, and also available in Arabic.

http://exporthelp.europa.eu/thdapp/index_en.html

Gathering EU instruments to boost investment

Due to long years of conflicts, Lebanon's public infrastructure is unable to bridge the gap between supply and demand. Huge capital investments are urgently needed to bring the country up to a service level deemed satisfactory to users and efficient for investors. In the Middle East and North Africa, the European Union backs these capital investments by pooling together grant resources from the European budget and the EU Member States to leverage loans from European financial institutions. This support is channelled through two major financial instruments, the Facility for Euro-Mediterranean Investment and Partnership (FEMIP) and the Neighbouring Investment Facility (NIF).

The FEMIP gathers loans and credit lines provided by the European Investment Bank (EIB) to support the private sector and create an investment-friendly environment. In the frame of the FEMIP, the EIB signed for more than €400 million of loans in the last 15 years for wastewater treatment plants (Tripoli, Tyre, Greater Beirut) and port and road constructions (Port of Tripoli, Arab Highway and Tripoli Ring Road). In addition, through the FEMIP support fund, the EU finances technical assistance to support the preparation and daily management of the different projects led by Lebanon's Council for Development and Reconstruction. The FEMIP also aims to finance private sector ventures, whether local initiatives or foreign direct investment. In order to create an enabling environment for the development of private



Tripoli wastewater treatment plant (financed by the European Investment Bank).

enterprise FEMIP's operations involve three types of products: loans, investment capital (equity and quasi-equity) and technical assistance grants.

The NIF, an innovation of the European Neighbourhood Policy, seeks primarily to support financially key infrastructure projects in energy, water, transport, environment and social as well as private development sectors implemented in partnership with European financial institutions willing to support investment programmes in the neighbourhood. The NIF reflects the readiness of European donors to develop joint activities and to facilitate access to investment in the neighbourhood by combining optimally grants and loans. From the beginning of the NIF in May 2008 to end of 2010, 39 projects worth €7.4 billion have been supported with a total grant of approximately €170 million. In 2009, the EU approved the funding of a technical assistance

to support the construction of the Kerswan wastewater treatment plant and the related networks, funded by loans of the EIB and the Agence Française de Développement. However, contrary to other partners such as Egypt and Morocco, Lebanon has not yet fully exploited the opportunity created by the NIF, which allows countries willing to control the level of public debt to realise investments at very favourable conditions. The mobilisation of this instrument could usefully support the implementation of national strategies in infrastructure sectors and respond to the most urgent investment needs.

Find out more about the NIF on http://ec.europa.eu/europeaid/where/neighbourhood/regional-cooperation/irc/investment_en.htm

and the FEMIP on <http://www.eib.org/projects/regions/med/index.htm>

ANIMA : réseau méditerranéen pour améliorer l'environnement des affaires

ANIMA Investment Network est une plateforme de développement économique de la Méditerranée, un réseau d'affaires, de financement et d'innovation qui réunit 80 agences gouvernementales et autres organismes. Son objectif est de contribuer à une amélioration continue du climat des affaires et à la croissance de l'investissement en Méditerranée. Le réseau ANIMA est piloté depuis Marseille (France) et est présidé par Mme Wafaa Sobhy, Vice-présidente du GAFI (Egypte). La majorité de son financement provient de la Commission européenne.

Le réseau a trois missions principales : développer des actions de coopération entre les acteurs du développement économique, renforcer l'attractivité de l'espace euro-méditerranéen et sensibiliser les gouvernements pour garantir un cadre d'investissement stable, dynamique, transparent et équitable.

ANIMA pilote notamment le programme

européen "Invest in Med" dont le but est de renforcer les investissements et les partenariats d'affaires à travers, par exemple, des forums d'affaires ou des échanges de personnel, et de soutenir la création de pôles de compétitivité.

Plusieurs services sont proposés par ANIMA dont :

- **Agenda Med** www.agendamed.biz, l'agenda des événements d'affaires en Méditerranée.
- **Base documentaire** sur www.anima.coop, une collection de documents d'aide à la décision pour les entreprises.
- **Med Maps** www.medmaps.eu, un système d'informations géo-localisées qui permet de positionner les zones d'attractivité dans les pays du sud de la Méditerranée.
- **Link in Med** www.linkinmed.biz, la première communauté d'affaires de la Méditerranée en ligne.

Pour en savoir plus :
<http://www.animaweb.org>
<http://www.invest-in-med.eu>

Register now for the EUROMED INVEST Summit on 21-22 September 2011 in Alexandria (Egypt)!



Launched on the occasion of the 2011 conference of Invest in Med, EUROMED INVEST is an annual high-profile marketplace event on investment and trade in the Euro-Mediterranean region. With EUROMED INVEST, the MedAlliance is willing to initiate a new type of platform to serve a large co-operation for the economic development of the Mediterranean. Entrepreneurs, economic and political stakeholders from the region will meet this year on 21-22 September in Alexandria, Egypt.

For further details, download the programme and view the website of the EUROMED INVEST Summit:
www.euromedinvest.org

Germany supports the private sector through human resources development

The Lebanese-German cooperation programme "Promotion of Vocational Education and Small and Medium Enterprise Development – DSME", financed by the German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ), is implementing through the Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (German Agency for International Cooperation) the Dual System training in the technical educational system in Lebanon. The Dual System training is currently adopted by 26 technical schools countrywide in various specialisations related to industry, handicraft and service sectors.

The distinctive concept of the Dual System is combining the theoretical classroom lessons with practical training in companies. Moreover, the Dual System training closely follows the market demands; consequently, graduates are easily employed by Lebanese companies. Today the growing number of students and enterprises joining the Dual System proves that this training is to be one of the successful and essential pillars supporting the Lebanese economy. Currently around 1 700 students are following the Dual System in more than 600 companies.



L'Institut technique agro-alimentaire de Qab Elias : une formation professionnelle innovante au cœur de la Békaa

Le 27 juillet dernier, l'institut technique agro-alimentaire de Qab Elias a ouvert ses portes aux étudiants, à leurs parents, aux professionnels du secteur et aux administrations locales. L'occasion pour la Chef de la Délégation de l'Union européenne, l'Ambassadeur Angelina Eichhorst, de rappeler la genèse du projet : "Nous avons été approchés par deux partenaires désireux de travailler ensemble : le Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, et le Syndicat libanais des entreprises alimentaires." De là est née en 2006 l'idée, inédite au Liban, de créer un institut professionnel fondé sur un partenariat entre le secteur public et le secteur privé.

Pour Mme Eichhorst, "l'expérience européenne en matière de formation professionnelle a prouvé que faire travailler ensemble les employeurs et les professionnels de l'éducation reste le meilleur moyen de fournir aux étudiants une formation professionnelle pertinente, qui débouche sur des emplois". Car, dans un pays où le chômage concerne 20% de

la jeunesse, c'est bien l'emploi des jeunes qui a motivé l'UE à soutenir le projet de cette école innovante, à hauteur de 5 millions €. Le choix du secteur agro-alimentaire s'explique quant à lui par les perspectives positives qu'il offre pour l'avenir : 100 nouveaux emplois y sont créés tous les ans.

L'ambition d'un tel partenariat entre le public et le privé est aussi de permettre à l'industrie

agro-alimentaire, qui possède un réel potentiel, de se développer pleinement, et de devenir plus compétitive, grâce à un personnel plus qualifié et mieux formé. A terme, a expliqué Mme Eichhorst, cette "relation mutuellement bénéfique peut se transformer en cercle vertueux, si tous les partenaires s'engagent". Cela implique notamment un investissement des acteurs publics et la définition d'un cadre juridique pour les partenariats public-privé.



Remise des diplômes à l'Institut technique agro-alimentaire de Qab Elias.

Nouvelle Politique Européenne de Voisinage

Pour une croissance plus soutenue, plus durable et plus inclusive

A la suite des évolutions récentes dans son voisinage, et notamment des événements survenus dans le monde arabe, l'Union européenne a entamé une révision complète de la Politique Européenne de Voisinage lancée en 2004 et défini de nouvelles orientations. L'UE apportera un soutien tout particulier aux partenaires engagés dans la construction d'une démocratie solide, renforcera son appui à la société civile comme acteur du changement, et intensifiera la coopération en matière de réduction des inégalités sociales.

Des financements supplémentaires pouvant aller jusqu'à 1,24 milliard € pour tout le voisinage s'ajouteront à cet effet aux 5,7 milliards € déjà prévus pour la période 2011-2013, afin de soutenir, à leur rythme, les pays partenaires dans les réformes

politiques et économiques qu'ils veulent entreprendre.

En plus des réformes politiques, et surtout en matière d'appui à la démocratie et aux droits de l'homme, la nouvelle stratégie met l'accent sur l'importance des réformes économiques et sociales. Trois domaines d'action prioritaires ont été définis : le soutien au développement des petites et moyennes entreprises, la réduction des inégalités régionales internes et le développement rural. L'UE plaide ainsi pour une croissance plus soutenue, mais aussi plus inclusive et plus durable. Elle prône également l'adoption de politiques plus favorables à la création d'emplois. "C'est déjà le sens de notre action en faveur d'un développement économique qui profite à tous les Libanais", a souligné l'Ambassadeur

Angelina Eichhorst, Chef de la Délégation de l'UE, lors d'une conférence de presse organisée à ce sujet dans les locaux de la Délégation de l'UE à Beyrouth. Le soutien aux incubateurs d'entreprises, mais aussi le financement de crédits permettant la création d'emplois en zones rurales, ainsi que l'appui au développement local en partenariat avec les municipalités, en sont des illustrations.

Cependant, un certain nombre de réformes économiques et sociales restent encore nécessaires aujourd'hui pour renforcer la cohésion économique, sociale et territoriale du Liban.

Pour en savoir plus : http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/com_11_303_fr.pdf

Progress Report on the implementation of the European Neighbourhood Policy in 2010 in Lebanon – Economy and Trade section

Key reforms still needed

The annual report on the implementation of the European Neighbourhood Policy (ENP) in Lebanon emphasised the country's very good economic and financial performance in the course of 2010: indeed, the country achieved an 8% GDP growth in the face of global recession.

In 2010, the European Union remained Lebanon's first trading partner, with the gradual tariff dismantlement between the two continuing as per the EU-Lebanon Association Agreement. One major step was achieved with the signature of a trade disputes protocol in November 2010.

However, the report also stressed the continued high rate of the Lebanese fiscal debt which still represents 139% of annual GDP and places Lebanon among the most indebted countries in the world. The report noted some successes in reducing this debt in recent years, but underlined that further key reforms must be implemented to restore medium-term debt sustainability. Such reforms could reduce the current reliance on capital in-flows from Lebanese expatriates which tend to be more susceptible to fluctuation. Regrettably, these reforms were delayed in 2010 due to the prevailing political crisis in the country. Moreover, the Lebanese Parliament was not able to adopt a significant number of laws, which

are essential for the implementation of the ENP Action Plan adopted in 2007. As a result, most of the commitments made at the Paris III donors conference in 2007, some of which are also part of the Action Plan (e.g. restructuring public utilities and privatisations), are still pending. Other reforms are also necessary to improve job creation, pensions and the social security system.

The challenges faced by those who wish

to set up and run a business in Lebanon, the difficulty of settling commercial disputes, the high cost of logistics, and the general lack of transparency were noted as obstacles to growth. Efforts to facilitate the operation of businesses will encourage investment, promote job creation and enhance overall economic growth.

See the full report at: http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/progress2011/sec_11_637_en.pdf



Calls for proposals in Lebanon

Cultural activities

The Delegation of the European Union to Lebanon is seeking proposals for the organisation of cultural activities in Lebanon with financial assistance from the European Neighbourhood Policy Instrument. The activities should aim at promoting inter cultural understanding through any artistic or cultural activity. The grants awarded under this call for proposals must fall between the minimum amount of €15 000 and maximum amount of €30 000.

The deadline for submission of proposals is Wednesday 31 August 2011 at 3.30 p.m. (Beirut local time).

European Instrument for Democracy and Human Rights

The Delegation also launched a call for proposals for the funding of projects aimed at "Strengthening the role of civil society in promoting human rights and democratic reform" with financial assistance from the European Instrument for Democracy and Human Rights (EIDHR). This instrument aims to contribute to the development and consolidation of democracy and the rule of law and respect for all human rights and fundamental freedoms. It is designed to help civil society to become an effective force for political reform and defence of human rights.

The grants awarded under this call must fall between the minimum amount of €50 000 and maximum amount of €250 000. Partnership is mandatory and there has to be at least one organisation of Lebanese nationality (applicant or partner).

The deadline for submission of proposals is 16 September 2011 at 4 p.m. (Beirut local time).

For both calls for proposals, the full guidelines for applicants are available for consultation at the Delegation of the European Union premises at:

490 Harbor Drive bldg., Charles Helou av., Saifi – Beirut
Tel. +961-1-569400, Fax: +961-1-569415
e-mail: delegation-lebanon@eeas.europa.eu

and on <http://eeas.europa.eu/delegations/lebanon>

Consumer protection: E. Coli in Lebanon

Following an outbreak of a virulent strain of E. Coli bacteria in Europe on 3 June 2011 the Lebanese Ministry of Agriculture issued a decision banning the import of fresh vegetables and mushrooms from Europe (including countries outside the European Union) into Lebanon. The EU considered that the extent of this ban was disproportionate to the risk faced and lacked sufficient scientific basis. The Lebanese Ministry of Agriculture expressed its concern that the source of the outbreak had not been accurately identified and that there were insufficient facilities in Lebanon to conduct the necessary tests.

The Ministry however expressed a willingness to review the decision upon the receipt of further information. Following the analysis conducted by the German Risk Assessment Agency that successfully identified the source of the E. Coli outbreak, on 13 June the Lebanese ban was reduced to the prohibition of the import of sprouting grains and beans, which remains in place.

For more information:
http://ec.europa.eu/dgs/health_consumer/index_en.htm

European Ambassadors visit UNIFIL

A delegation of European Union Ambassadors accredited to Lebanon visited the United Nations Interim Force (UNIFIL) in Lebanon on July 18. It was composed of Ambassador Angelina Eichhorst (Head of the Delegation of the European Union), Ambassadors Eva Maria Ziegler (Austria), Homer Mavrommatis (Cyprus), Svatopluk Cumba (Czech Republic), Harri Maki-Reinikka (Finland), Birgitta Siefker-Eberle (Germany), Daniel Tanase (Romania), Juan Carlos Gafo Acevedo (Spain), and Frances Guy (United Kingdom), as well as the Deputy Head of Mission at the Polish Embassy, Wojciech Gawrysiuk.

This was the first joint visit to UNIFIL by EU Ambassadors from both contributing and non contributing Member States to the Interim Force. The delegation was welcomed at UNIFIL headquarters in Naqoura by the Force Commander, Major General Alberto Asarta, with whom the Ambassadors discussed the Force's activities in its area of operation. They toured along the Blue Line and were specifically briefed on Ghajar and Shebaa farms from the nearest UN inspection points.

Taking note of the fact that thirteen EU Member States provide over 40% of UNIFIL troops, the EU Ambassadors reaffirmed their support for UNIFIL. They welcomed the Lebanese Government's commitment to cooperate with UNIFIL as stated in the ministerial declaration. They also reasserted the necessity for Lebanon to fully implement the UN Security Council Resolution 1701 as confirmed by Prime Minister Nagib Mikati during his recent visit to UNIFIL headquarters.



سفراء أوروبيون يزورون اليونيفيل

دعوات إلى تقديم
الاقتراحات في لبنان

النشاطات الثقافية

زار وفد من سفراء الاتحاد الأوروبي المعتمدين في لبنان في 18 تموز الماضي قوات الأمم المتحدة المؤقتة في لبنان (يونيفيل). وقد تألف الوفد من رئيسة بعثة الاتحاد الأوروبي السفيرة أنجلينا أيجهورست، والسفيرة النمساوية إيفا ماريا زيغلر، والسفير القبرصي هومر مافروماتيس، والسفير التشيكي زفاتوبلاك كومبا، والسفير الفنلندي هاري ماكي رينيك، والسفيرة الألمانية بيرغيتا زيفركرايبرله، والسفير الروماني دانيال تناس، والسفير الأسباني خوان كارلوس غافو، والسفيرة البريطانية فرانسيس غاي، فضلاً عن المستشار الأول في السفارة البولونية فوتشيك غاوريسوك.

وكانت تلك الزيارة المشتركة الأولى لليونيفيل التي يقوم بها سفراء دول الاتحاد الأوروبي المساهمة وغير المساهمة في قوات الأمم المتحدة المؤقتة في لبنان. واستقبل القائد العام لهذه القوات ألبرتو أسارتا الوغد الأوروبي مقر اليونيفيل في الناقورة حيث تمت مناقشة نشاطات القوات في منطقة عملياتها. بعد ذلك، جال أعضاء الوفد على طول الخط الأزرق حيث تم إيجازهم عن قرية العجر ومزارع شبعنا من أقرب نقطة مراقبة تابعة للأمم المتحدة.

وبعد الإشارة إلى أن 13 دولة عضو في الاتحاد الأوروبي تساهم بنسبة أكثر من 40% من عديد اليونيفيل، أعاد سفراء الاتحاد الأوروبي تأكيد دعمهم لليونيفيل، ورحبوا بالتزام الحكومة اللبنانية بالتعاون مع اليونيفيل وفق ما جاء في بيانها الوزاري. كما أعادوا تأكيد ضرورة تنفيذ لبنان قرار مجلس الأمن الدولي الرقم 1701 تنفيذاً كاملاً وفق ما أكد رئيس الحكومة نجيب ميقاتي خلال زيارته أخيراً لمقر القوات الدولية.

دعت بعثة الاتحاد الأوروبي في لبنان إلى تقديم اقتراحات لتنظيم نشاطات ثقافية في لبنان، بتمويل من آلية السياسة الأوروبية للجوار. وينبغي أن تهدف النشاطات إلى تعزيز التفاهم بين الثقافات من خلال أي نشاط فني أو ثقافي. وتتراوح الهبات التي ستمنح في إطار هذه الدعوة إلى تقديم الاقتراحات بين 15000 يورو كحد أدنى و30000 يورو كحد أقصى.

آخر مهلة لتقديم الاقتراحات هي يوم الأربعاء 31 آب 2011 في تمام الساعة الثالثة والنصف بعد الظهر (بالتوقيت المحلي لبيروت).

الآلية الأوروبية للديمقراطية وحقوق الإنسان

أطلقت بعثة الاتحاد الأوروبي في لبنان أيضاً دعوة إلى تقديم الاقتراحات لتمويل مشاريع تهدف إلى "تعزيز دور المجتمع المدني في دعم حقوق الإنسان والإصلاح الديمقراطي" بدعم مالي من الآلية الأوروبية للديمقراطية وحقوق الإنسان. وتهدف هذه الآلية إلى المساهمة في تطوير وتعزيز الديمقراطية ودولة القانون واحترام حقوق الإنسان والحريات الأساسية كافة. وهي مصممة لمساعدة المجتمع المدني ليصبح قوة فاعلة للإصلاح السياسي والدفاع عن حقوق الإنسان.

وتتراوح الهبات التي ستمنح في إطار هذه الدعوة إلى تقديم الاقتراحات بين 50000 يورو كحد أدنى و250000 يورو كحد أقصى. والشراكة إلزامية ويجب أن يكون هناك على الأقل منظمة لبنانية (متقدمة أو شريكة).

آخر مهلة لتقديم الاقتراحات هي يوم 16 أيلول 2011 في تمام الساعة الرابعة بعد الظهر (بالتوقيت المحلي لبيروت).

بالنسبة إلى الدعوتين إلى تقديم الاقتراحات، يمكن الاطلاع على الخطوط الموجهة الكاملة في مقر بعثة الاتحاد الأوروبي على العنوان الآتي:

بناية 490 هاربر درايف، جادة شارل حلو، الصيفي-بيروت
هاتف: 01-569400، فاكس: 01-569415

البريد الإلكتروني: delegation-lebanon@eeas.europa.eu

وعلى الموقع الإلكتروني: <http://eeas.europa.eu/delegations/lebanon>

حماية المستهلك: البكتيريا القولونية في لبنان

بعد تفشي السلالة القاتلة من البكتيريا القولونية في أوروبا في 3 حزيران الماضي، أصدرت وزارة الزراعة اللبنانية قراراً قضى بمنع استيراد الخضار وأنواع الفطر الطازجة من أوروبا (بما في ذلك البلدان غير الأعضاء في الاتحاد الأوروبي). ورأى الاتحاد الأوروبي أن الخطر المحتمل لا يستدعي مستوى الحظر هذا وهو يفتقر إلى الأسس العلمية الكافية. وعبرت وزارة الزراعة اللبنانية عن قلقها حيال عدم تحديد مصدر التفشي بدقة وحيال عدم توفر ما يكفي من المنشآت في لبنان لإجراء الاختبارات الضرورية.

غير أن الوزارة عبرت أيضاً عن رغبتها في مراجعة القرار عند الحصول على معلومات إضافية. وبعد التحليل الذي تولته الوكالة الألمانية لتقييم المخاطر والذي نجح بتحديد مصدر تفشي البكتيريا القولونية، جرى تقليص الحظر اللبناني في 13 حزيران إلى مستوى منع استيراد الحبوب، وما زال هذا القرار سارياً حتى تاريخه.

لمزيد من المعلومات:

http://ec.europa.eu/dgs/health_consumer/index_en.htm



من أجل تنمية أقوى وأكثر استدامة وشمولية

بالفائدة على جميع اللبنانيين" بحسب ما قالت رئيسة بعثة الاتحاد الأوروبي في لبنان السفيرة أنجلينا أيجهورست خلال مؤتمر صحافي عقدته في هذا الشأن في مقر البعثة في بيروت. ويشكل دعم مؤسسات احتضان الأعمال وتمويل القروض التي تسمح باستحداث الوظائف في المناطق الريفية ودعم التنمية المحلية بالشراكة مع البلديات أمثلة تدل على هذا الأمر.

غير أن هناك عدداً من الإصلاحات الاقتصادية والاجتماعية ما زال ضرورياً اليوم لتعزيز التماسك الاقتصادي والاجتماعي والإقليمي للبنان.

[لمزيد من المعلومات: http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/com_11_303_fr.pdf](http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/com_11_303_fr.pdf)

بحسب وتيرة عمله، في الإصلاحات السياسية والاقتصادية التي تعتمز تنفيذها.

وبالإضافة إلى الإصلاحات السياسية ولاسيما في مجال دعم الديمقراطية وحقوق الإنسان، تشدد الاستراتيجية الجديدة على أهمية الإصلاحات الاقتصادية والاجتماعية. وقد تمّ تحديد ثلاثة مجالات عمل ذات أولوية هي: دعم المؤسسات الصغيرة والمتوسطة الحجم، والحد من التفاوت الإقليمي الداخلي، والتنمية الريفية. وبذلك يدعو الاتحاد الأوروبي إلى نمو أقوى وأكثر استدامة وشمولية. كما يدعو إلى اعتماد سياسات أكثر ملاءمة لاستحداث الوظائف. و"هذا هو أصلاً معنى عملنا من أجل تنمية اقتصادية تعود

بعد التطورات الأخيرة التي حصلت في جوار أوروبا ولاسيما الأحداث في العالم العربي، بدأ الاتحاد الأوروبي بمراجعة شاملة للسياسة الأوروبية للجوار التي أطلقت في عام 2004 ووضع توجهات جديدة لها. وسوف يقدم الاتحاد الأوروبي دعماً خاصاً للشركاء الملتزمين ببناء ديمقراطية صلبة. كما سيعزز دعمه للمجتمع المدني كعنصر تغيير ويكثف تعاونه في مجال الحد من التفاوت الاجتماعي.

وسوف يجري تأمين تمويل إضافي يمكن أن يصل إلى 1.24 مليار يورو لكل منطقة الجوار يُزاد على مبلغ الـ 5.7 مليار يورو المخصص أصلاً للفترة 2011-2013، بهدف دعم البلدان الشريكة، كل

التقرير حول تطبيق السياسة الأوروبية للجوار في لبنان في عام ٢٠١٠ - الشق الاقتصادي والتجاري

إصلاحات رئيسية ما زالت ضرورية

ولقد اعتبرت التحديات التي يواجهها من يرغب في إنشاء مؤسسة أعمال وإدارتها في لبنان، وصعوبة فض النزاعات التجارية، والتكلفة العالية للخدمات اللوجستية، والنقص العام في الشفافية عقبات تعوق النمو. وسوف تشجع الجهود الهادفة إلى تسهيل عمل مؤسسات الأعمال الاستثمار وتعزز استحداث الوظائف وتحسّن النمو الاقتصادي العام.

[يمكن الإطلاع على التقرير الكامل على الرابط التالي: http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/progress2011/sec_11_637_en_pdf](http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/progress2011/sec_11_637_en_pdf)

كبير من القوانين الضرورية لتنفيذ خطة عمل السياسة الأوروبية للجوار المعتمدة في عام 2007. نتيجة لذلك، ما زالت غالبية الالتزامات المقطوعة في مؤتمر باريس 3 للدول المانحة الذي عُقد في عام 2007، والتي يشكل بعضها جزءاً من خطة عمل السياسة الأوروبية للجوار (مثلاً إعادة هيكلة المرافق العامة وعمليات الخصخصة) عالقة. كما أن هناك إصلاحات أخرى ضرورية لتحسين استحداث الوظائف ونظامي التقاعد والضمان الاجتماعي.

شدد التقرير السنوي حول تطبيق السياسة الأوروبية للجوار في لبنان على الأداء الاقتصادي والمالي الجيد جداً للبنان خلال عام 2010 في مواجهة الركود العالمي، إذ سجلت البلاد نمواً في الناتج المحلي السنوي بنسبة 8%.

وفي عام 2010، بقي الاتحاد الأوروبي الشريك التجاري الأول للبنان مع استمرار الإلغاء التدريجي للحواجز الجمركية بحسب اتفاقية الشراكة الموقعة بين الجانبين. وتم تحقيق خطوة رئيسية مع توقيع البروتوكول الخاص بتسوية النزاعات التجارية الثنائية في شهر تشرين الثاني 2010.

غير أن التقرير شدد أيضاً على النسبة المرتفعة المستمرة للدين العام الذي ما زال يشكل 139% من إجمالي الناتج المحلي السنوي، مما يجعل لبنان واحداً من البلدان الأكثر مديونية في العالم. وأشار التقرير إلى بعض النجاحات في تقليص هذا الدين خلال الأعوام الماضية، وإنها شددت على ضرورة تنفيذ المزيد من الإصلاحات الرئيسية لإعادة استدامة الدين في المدى المتوسط. ويمكن لإصلاحات من هذا القبيل أن تقلص الاعتماد الحالي على التدفقات الرأسمالية من المغتربين اللبنانيين التي تميل أكثر فأكثر إلى التقلب. غير أن هذه الإصلاحات تأخرت ويا للأسف في عام 2010 بسبب الأزمة السياسية السائدة في البلاد. بالإضافة إلى ذلك، لم يتمكن مجلس النواب اللبناني من اعتماد عدد



ألمانيا تدعم القطاع الخاص من خلال تطوير الموارد البشرية



ينفذ برنامج التعاون اللبناني الألماني "تعزيز التعليم المهني وتطوير المؤسسات الصغيرة والمتوسطة الحجم"، الممول من وزارة التعاون الاقتصادي والتنمية الاتحادية الألمانية، من خلال الوكالة الألمانية للتعاون الدولي، نظام التدريب المزدوج في نظام التعليم الفني في لبنان. وتعتمد نظام التدريب المزدوج هذا في الوقت الراهن 26 مدرسة فنية في لبنان في اختصاصات مختلفة مرتبطة بالصناعة والحرف اليدوية وقطاعات الخدمات.

ويجمع المفهوم المميز للنظام المزدوج الدروس الصفية النظرية والتدريب العملي في الشركات. علاوة على ذلك، يتابع نظام التدريب المزدوج عن قرب طلبات السوق، مما يسهل على الشركات اللبنانية توظيف الخريجين. ويبرهن ارتفاع عدد الطلاب والمؤسسات التي تنضم إلى النظام المزدوج أن هذا التدريب سيكون من الركائز الناجحة والأساسية لدعم الاقتصاد اللبناني. ويتابع حالياً حوالي 1700 طالب النظام المزدوج في أكثر من 600 شركة.

المعهد الفني للصناعات الغذائية في قب الياس: تدريب مهني مبتكر في قلب البقاع

على أن تتطور بشكل كامل وان تصبح أكثر تنافسية بفضل يد عاملة مؤهلة أكثر وأفضل تدريباً. وشرحت السفيرة أيخهورست في هذا الإطار أن هذه "العلاقة المفيدة للجهتين يمكن أن تتحول إلى دائرة فضلى في حال التزمت بها جميع الأطراف". وهذا يحتم خصوصاً استثماراً من الجهات الفاعلة العامة وتحديداً لإطار قانوني للشراكات بين القطاعين العام والخاص.

مشروع هذه المدرسة المبتكرة بمبلغ 5 ملايين يورو. أما اختيار قطاع الصناعات الغذائية فيعزى بدوره إلى الآفاق الإيجابية التي يوفرها للمستقبل، فهو يستحدث مئة وظيفة في كل عام.

كما تطمح هذه الشراكة بين القطاعين العام والخاص إلى تمكين الصناعات الغذائية التي تمتلك القدرة

في 27 تموز الماضي، فتح المعهد الفني للصناعات الغذائية في قب الياس أبوابه للطلاب وذويهم والعاملين في القطاع والإدارات المحلية. وشكل هذا مناسبة لرئيسة بعثة الاتحاد الأوروبي في لبنان السفيرة أنجلينا أيخهورست للتذكير بنشأة المشروع: "لقد تعاوننا مع شريكين، واحد من القطاع العام وآخر من القطاع الخاص، متحمسين للعمل، وهما وزارة التربية والتعليم العالي ونقابة أصحاب الصناعات الغذائية اللبنانية". من هنا، ولدت في عام 2006 فكرة هي الأولى من نوعها في لبنان قضت بإنشاء معهد مهني يقوم على الشراكة بين القطاعين العام والخاص.

وبالنسبة إلى السيدة أيخهورست، فإن "الخبرة الأوروبية في مجال التدريب المهني أثبتت أن جمع أصحاب العمل بالعاملين في التعليم هو الطريقة الفضلى لتأمين التدريب الملائم والوظائف للطلاب". ففي بلد تبلغ نسبة البطالة لدى الشباب فيه 20% كانت عمالة الشباب ما دفع الاتحاد الأوروبي إلى دعم



حفلة توزيع الشهادات على خريجي المعهد الفني للصناعات الغذائية في قب الياس.

جمع الآليات الأوروبية لدعم الاستثمار



محطة معالجة مياه الصرف الصحي في طرابلس (الممولة من البنك الأوروبي للاستثمار).

بسبب أعوام طويلة من النزاعات، تبقى البنية التحتية العامة للبنان غير قادرة على سد الفجوة بين العرض والطلب. وهناك حاجة ملحة إلى الاستثمار في البنية التحتية لرفع البلاد إلى مستوى الخدمة الكافي بالنسبة إلى المستثمرين والفاعل بالنسبة إلى المستثمرين. وفي الشرق الأوسط وشمال إفريقيا، يدعم الاتحاد الأوروبي هذه الاستثمارات عبر جمع موارد الهيئات من الموازنة الأوروبية والدول الأعضاء في الاتحاد الأوروبي للاستفادة من قروض المؤسسات المالية الأوروبية. ويجري تقديم هذا الدعم من خلال آليتين مابيتين رئيسيتين هما الآلية اليورومتوسطية لتسهيل الاستثمار والشراكة وآلية تسهيل الاستثمار في الجوار.

كمصر والمغرب، لم يستفد لبنان حتى الآن بالكامل من الفرصة التي تتيحها آلية تسهيل الاستثمار في الجوار، والتي تسمح للبلدان الراغبة في السيطرة على مستوى الدين العام بتحقيق استثمارات وفق ظروف ملائمة جداً. ويمكن لاستخدام هذه الآلية أن يدعم بشكل مفيد تنفيذ استراتيجيات وطنية في قطاعات البنية التحتية وتلبية الاحتياجات الاستثمارية الأكثر إلحاحاً.

لمزيد من المعلومات عن آلية تسهيل الاستثمار في الجوار:

http://ec.europa.eu/europeaid/where/ neighbourhood/regional-cooperation/ire/ investment_en.htm

والآلية اليورومتوسطية لتسهيل الاستثمار والشراكة: <http://www.eib.org/projects/regions index.htm>

أما آلية تسهيل الاستثمار في الجوار، وهي إحدى ابتكارات السياسة الأوروبية للجوار فتسعى أولاً إلى توفير دعم مالي لمشاريع بنية تحتية في مجالات الطاقة والمياه والنقل والبيئة والقطاع الاجتماعي فضلاً عن قطاعات التنمية الخاصة، يجري تنفيذها بالشراكة مع المؤسسات المالية الأوروبية الراغبة في دعم برامج الاستثمار في الجوار. وتعكس الآلية جاهزية الجهات المانحة الأوروبية لتطوير نشاطات مشتركة وتسهيل الحصول على الاستثمار في الجوار عبر دمج الهيئات والقروض بأفضل صورة. ومنذ بداية تطبيق الآلية في شهر أيار 2008 وحتى نهاية عام 2010، جرى توفير الدعم لتسعة وثلاثين مشروعاً تصل قيمته إلى 7.4 مليار يورو بهيئة إجمالية تبلغ حوالي 170 مليون يورو. وفي عام 2009، وافق الاتحاد الأوروبي على تمويل مساعدة فنية لدعم بناء محطة معالجة الصرف الصحي في كسروان والشبكات ذات الصلة، الممولة بواسطة قروض من البنك الأوروبي للاستثمار والوكالة الفرنسية للتنمية، غير أنه وعلى عكس الشركاء الآخرين

وتجمع الآلية اليورومتوسطية لتسهيل الاستثمار والشراكة القروض والتسليفات التي يقدمها البنك الأوروبي للاستثمار لدعم القطاع الخاص وإيجاد بيئة ملائمة للاستثمار. وفي إطار هذه الآلية، وقع البنك الأوروبي للاستثمار قروضاً بقيمة تفوق 400 مليون يورو خلال الأعوام الخمسة عشر الماضية لمشاريع محطات معالجة مياه الصرف الصحي (طرابلس وصور وبيروت الكبرى) وأعمال بناء المرفأئ والطرق (مرفأ طرابلس والأوتوستراد العربي وطريق طرابلس الدائري). علاوة على ذلك، ومن خلال هذه الآلية، يمول الاتحاد الأوروبي مساعدة فنية لدعم الإعداد والإدارة اليومية لمختلف المشاريع التي يتولاها مجلس الإنماء والإعمار. كما تهدف الآلية اليورومتوسطية لتسهيل الاستثمار والشراكة إلى تمويل مشاريع القطاع الخاص، سواء المبادرات المحلية أو الاستثمارات الأجنبية المباشرة. ومن أجل إيجاد بيئة ممكنة لتطوير مؤسسات القطاع الخاص، تشمل عمليات الآلية ثلاثة أنواع من المنتجات: القروض ورأس المال الاستثماري (أسهم وشبه أسهم) وخدمات المساعدة الفنية.

ANIMA: شبكة متوسطة لتحسين بيئة الأعمال

الموظفين على سبيل المثال، وإلى دعم قيام نقاط استقطاب تنافسية.

وتقترح الشبكة العديد من الخدمات بينها:

- Agenda Med www.agendamed.biz، وهو برنامج أحداث الأعمال في منطقة المتوسط.
- قاعدة الوثائق على www.anima.coop، وهي مجموعة وثائق مساعدة للمؤسسات لاتخاذ القرارات.
- Med Maps www.medmaps.eu، وهو نظام معلومات لتحديد المواقع الجغرافية يسمح بتحديد مناطق الاستقطاب في بلدان جنوب المتوسط.
- Link in Med www.linkinmed.biz، وهو مجتمع الأعمال الإلكتروني الأول في المتوسط.

لمزيد من المعلومات:

<http://www.animaweb.org>
<http://www.invest-in-med.eu>

تمثل الشبكة اليورومتوسطية لوكالات إنعاش الاستثمارات (ANIMA) أرضية للتنمية الاقتصادية في منطقة المتوسط وشبكة للأعمال والتمويل والابتكار تضم 80 وكالة حكومية وهيئات أخرى. وتهدف إلى المساهمة في التحسين المستمر لمناخ الأعمال وتنمية الاستثمارات في منطقة المتوسط. وتُدار الشبكة من مدينة مرسيليا (فرنسا) وترأسها السيدة وفاء صبحي، نائبة رئيس الهيئة العامة للاستثمار في مصر. وتأتي غالبية تمويل الشبكة من المفوضية الأوروبية.

وتضطلع الشبكة بثلاث مهام رئيسية هي: تطوير مبادرات تعاون بين الفاعلين المعنيين بالتنمية الاقتصادية، وتعزيز قدرة المساحة اليورومتوسطية على الاستقطاب، وتوعية الحكومات لضمان قيام إطار استثمار مستقر وديناميكي وشفاف ومنصف. وتتولى الشبكة بصورة خاصة إدارة البرنامج الأوروبي "Invest in Med" (استثمر في المتوسط) الهادف إلى تعزيز الاستثمارات وشراكات الأعمال من خلال تنظيم منتديات أعمال أو تبادل

تسجلوا الآن للمشاركة في قمة EUROMED INVEST في 21 و22 أيلول 2011 في الإسكندرية (مصر)!



تشكل EUROMED INVEST التي جرى إطلاقها في مناسبة انعقاد مؤتمر Invest in Med لعام 2011 حدثاً سنوياً رفيع المستوى للسوق خاصاً بالاستثمار والتجارة في منطقة المتوسط. وترغب MedAlliance مع هذا الحدث في إطلاق نوع أرضية جديد لتعزيز تعاون أوسع نطاقاً لصالح التنمية الاقتصادية في منطقة المتوسط. وسوف يلتقي أصحاب المبادرات وأصحاب العلاقة الاقتصاديين والسياسيين من المنطقة هذه السنة في 21 أيلول المقبل و22 منه في الإسكندرية في مصر.

لمزيد من المعلومات، يمكن تحميل البرنامج والاطلاع على الموقع الإلكتروني لقمة EUROMED INVEST على: www.euromedinvest.org

التجارة بين الاتحاد الأوروبي ولبنان: نحو مزيد من التكامل

يتمتع لبنان بتقليد تجاري عريق، وتشكل الصادرات والواردات اليوم نسبة 68% من إجمالي ناتجه المحلي. وتولد التجارة الثروة من خلال استحداث الوظائف وتحفيز النمو الاقتصادي. ويبقى الاتحاد الأوروبي الشريك التجاري الأهم للبنان إذ تشكل التبادلات معه أكثر من 33% من حجم التجارة فيه، مما يؤكد مستوى الاندماج المرتفع للاتحاد الأوروبي ولبنان. كما يدعم الاتحاد الأوروبي لبنان لزيادة التبادلات مع جميع شركائه، أي الاتحاد الأوروبي نفسه والبلدان المتوسطة الأخرى والبلدان خارج حوض المتوسط، ولدخول أسواق جديدة من خلال المفاوضات العالمية (مثلاً الانضمام إلى منظمة التجارة العالمية) وعبر تحقيق المزيد من التنافسية. ويعمل الاتحاد الأوروبي وفق مقاربة شاملة لضمان تطوير لبنان بشكل كامل قدرته التجارية، بدءاً بدعم قدرته التصديرية وصولاً إلى تقديم مساعدة فنية مهمة وتجهيزات للفاعلين التجاريين الرئيسيين.

تطوير قدرة المنتجات اللبنانية

تحسين الجودة

نحو صناعة محدثة



أطلقت الحكومة اللبنانية المركز الأوروبي اللبناني للتحديث الصناعي في عام 2001 بدعم من الاتحاد الأوروبي من أجل تحسين أداء المؤسسات الصناعية اللبنانية.

ومنذ ذلك الحين، بات المركز هيئة لدعم الأعمال تسدي بصورة مستمرة النصح وتساعد الصناعيين في تحسين أدائهم في الأسواق الوطنية والدولية وفي تسهيل الحصول على الموارد المالية الطويلة الأجل. وللفترة 2013-2011، يجري تخصيص أموال إضافية من الاتحاد الأوروبي لمساعدة المؤسسات اللبنانية على تحقيق مستوى ابتكار يمكنها من المنافسة بصورة أفضل في الأسواق العالمية.

وسوف تكون القطاعات الرئيسية المدعومة تلك التي تتمتع بقدرة عالية في الأسواق العالمية مثل الصناعات الغذائية وتكنولوجيا المعلومات والاتصالات والامتيازات اللبنانية.

لمزيد من المعلومات: www.elcim-lb.org

القطاعات العام والخاص على السواء عبر إطلاق جوائز الجودة الوطنية على سبيل المثال. وجرى تخصيص 4 ملايين يورو إضافية للفترة 2011 -



2013 بهدف متابعة تحسين البنية التحتية اللبنانية الخاصة بالجودة وتحديثها.

لمزيد من المعلومات: www.qualeb.org

يشكل النقص في البنية التحتية الخاصة بالجودة العاملة بصورة كاملة والحاجة إلى مزيد من الوعي لأهمية الجودة لدخول الأسواق عاملين يعوقان دخول الصناعيين اللبنانيين أسواق جديدة والنمو فيها. ومنذ عام 2003، قدم الاتحاد الأوروبي دعماً بقيمة تزيد عن 15 مليون يورو لتحسين جودة المنتجات اللبنانية وتلاؤمها مع المتطلبات الفنية والمعايير الدولية للصحة وحماية المستهلك والبيئة. وقضت الأولوية القصوى بمساعدة الحكومة اللبنانية في وضع وتعزيز الإطار القانوني والتشريعي والخاص بالسياسة الذي يحتاج إليه بلد تنافسي حديث.

لذلك، يقدم الاتحاد الأوروبي مساعدة فنية مهمة ويساهم في بناء قدرات وحدة إدارة الجودة لدى وزارة الاقتصاد والتجارة ومؤسسة المقاييس والمواصفات اللبنانية والمجلس اللبناني للاعتماد ومجموعة واسعة من المختبرات والهيئات الأخرى المسؤولة عن الاختبار وتقييم الامتثال ووضع المعايير والاعتماد والقياس واستطلاع السوق وسلامة الغذاء وحماية المستهلكين. كما وفر البرنامج الخبرة والتمويل بهدف مساعدة وحدة إدارة الجودة على زيادة الوعي الوطني للمسائل المرتبطة بالجودة. وأقيمت نشاطات في

الاستفادة من اقتصاد منفتح

الانضمام إلى منظمة التجارة العالمية

دعم الاتحاد الأوروبي دوماً سعي لبنان للانضمام إلى منظمة التجارة العالمية منذ عام 1999. وفي الواقع، سوف يسمح هذا الانضمام قبل أي شيء آخر بتعزيز التنافسية وتقليل تكلفة الأعمال في البلاد. وهناك العديد من الإصلاحات الضرورية لتطوير بيئة أعمال لبنانية أكثر قابلية للتوقع وأكثر شفافية.

ومن بين منافع انضمام لبنان إلى منظمة التجارة العالمية نذكر ما يلي: زيادة قابلية التوقع والثقة في الصادرات والواردات، وترويج صادرات السلع والخدمات اللبنانية، وحماية حقوق الملكية الفكرية، واتخاذ تدابير لمكافحة الممارسات التجارية غير العادلة.

دخول سوق الاتحاد الأوروبي

يستفيد لبنان من دخول تفضيلي لسوق الاتحاد الأوروبي التي تشكل السوق الموحد الأكبر في العالم. ويمكن الاطلاع على الشروط والضرائب ورسوم الاستيراد والترتيبات التفضيلية والإحصاءات التجارية على موقع مكتب تنشيط الصادرات التابع للاتحاد الأوروبي، وهو مركز خدمة شاملة للمعلومات الإلكترونية عن كيفية التصدير إلى أوروبا.



وهذه الخدمة مجانية ومتاحة للجميع ومتوفرة أيضاً باللغة العربية على:

http://exporthelpdesk.europa.eu/thdapp/index_ar.html

صندوق التنمية الاقتصادية والاجتماعية: صيغة مكيّفة مع روحية المبادرة في الريف



مع إنشاء صندوق التنمية الاقتصادية والاجتماعية في عام 2000، أقدم الاتحاد الأوروبي والحكومة اللبنانية على رهان طموح يقضي بالحد من الفقر واستحداث الوظائف عبر تقديم القروض لمن ليس لديهم القدرة على الاقتراض. واستثمر الاتحاد الأوروبي الذي أطلق مبادرة المشروع 19 مليون يورو في عنصر الصندوق الخاص بـ"استحداث الوظائف".

وبعد ستة أعوام على إطلاق الصندوق، تتكلم الأرقام عن نفسها: 5565 مشروعاً جرى تمويلها و3445 وظيفة تمّ استحداثها. ومن بين المستفيدين من قروض الصندوق، هناك ما لا يقل عن 855 امرأة من صاحبات المشاريع الصغيرة والمتوسطة الحجم. كما أن 629 مؤسسة أبصرت النور.

التنمية الاقتصادية والاجتماعية في نهاية المطاف إلى جهاز مستقل ومستدام لمكافحة الفقر قادر على أن يشكل أداة فاعلة تكون في تصرف الحكومة اللبنانية والجهات المانحة الأخرى على السواء.

لمزيد من المعلومات:

<http://www.esfd.cdr.gov.lb>

صندوق التنمية الاقتصادية والاجتماعية التي يمكن أن تصل إلى 40 ألف يورو لمدة أقصاها خمس سنوات. وتستفيد المؤسسات الصغيرة والمتوسطة الحجم كذلك من النصح ومن المرافقة في إعداد ملفاتها لنيل القروض.

ويأمل الاتحاد الأوروبي في أن يتحول صندوق

لكن بالنسبة إلى الاتحاد الأوروبي، لا يقتصر الأمر على زيادة الأموال المتوفرة للاستثمار. فالصندوق يعرف أيضاً المؤسسات الصغيرة الحجم التي تواجه صعوبات مالية لا سيما في المناطق الريفية على احتمالات التمويل. ولتحقيق المزيد من الاستقلالية والفاعلية، تؤدي ثلاثة مصارف شريكة دور الوسيط وتتخذ القرار في شأن تقديم قروض

احتضان الأعمال في طرابلس: قصة نجاح

احتضان الأعمال في الجنوب في صيدا لجنوب لبنان. ويجري في الوقت الراهن توفير دعم مالي وفني إضافي (2.8 مليون يورو) من جانب الاتحاد الأوروبي لمؤسسات احتضان الأعمال هذه بهدف تعزيز قدراتها وضمان استدامتها.

لمزيد من المعلومات:

www.biatcenter.org

مضافة وتتطلب يدأ عاملة مؤهلة في المنطقة. وتدعم المؤسسة مجموعة واسعة من القطاعات (الأثاث والحرف والصناعات الغذائية وتكنولوجيا المعلومات والاتصالات والسياحة وإعادة التدوير)، مما يساهم في التنمية الاقتصادية للشمال وفي تحسين الظروف المعيشية في المنطقة. وجرى تأسيس حاضنتي أعمال آخرين بدعم من الاتحاد الأوروبي: بيريتك لبيروت وجبل لبنان وجمعية

دعم روحية المبادرة في شمال لبنان واستحداث الوظائف وتوسيع نطاق الإنتاج والخدمات المحلية؛ كل تلك الأمور شكلت هدف مؤسسة تطوير الأعمال في طرابلس عند إطلاقها حاضنة أعمال لطرابلس وشمال لبنان في شهر تموز 2006. وقد قدم الاتحاد الأوروبي الذي تمثل العمالة بالنسبة إليه أولوية قصوى دعماً مالياً وفنياً بقيمة 700 ألف يورو.



رئيسة بعثة الاتحاد الأوروبي في لبنان السفيرة أنجلينا أيجهورست تزور مؤسسة تطوير الأعمال في طرابلس.

ومنذ ذلك الحين، التقت مؤسسة تطوير الأعمال في طرابلس أكثر من 600 عميل محتمل ومؤسسات صغيرة ومتوسطة الحجم وأصحاب مشاريع شباب ومؤسسات مبتدئة تمت استضافة 118 منهم في مركز المؤسسة. ويتضمن الدعم تدريباً في المناطق النائية مثل عكار وخدمات ابتكار محددة للمنتجات المحلية. كما قدمت المؤسسة أكثر من 150 توصية مختلفة لتخطيط الأعمال ودربت أكثر من 300 شخص على شؤون مرتبطة بروحية المبادرة وإدارة الأعمال وتخطيطها. كما ساعدت 18 صاحب مشروع على الحصول على قروض من المصارف وضمانات تسليف من مؤسسة كفالات. وحتى تاريخه، ساهمت مؤسسة تطوير الأعمال في طرابلس في استحداث أكثر من 300 وظيفة جديدة ذات قيمة

الاقتصاد اللبناني تحت المجهر

مع نقولا شماس، رئيس جمعية تجار بيروت



(2) عرف لبنان نمواً ملحوظاً خلال العامين الماضيين. فهل سمح هذا النمو للمجتمع اللبناني بتطوير نفسه وللشباب بالعثور على وظائف؟

في أعوام 2008 و2009 و2010، بلغ النمو التراكمي 25%، وهذه نسبة لا تلائم إلا الصين! غير أن النمو اللبناني لا يولد الوظائف. وكان قطاع البناء المستفيد الأكبر من التنمية، لكن اليد العاملة فيه أجنبية بالجزء الأكبر منها. أما المستفيدان الآخران فهما القطاع المصرفي الذي تبقى مساهمته محدودة في إجمالي الناتج المحلي، والقطاع السياحي الذي هو موسمي. وارتفعت نسبة استحداث الوظائف قليلاً، غير أن العرض على اليد العاملة يبقى دائماً أعلى مما يسمح النمو بتحقيقه. ولم يحصل استحداث كاف للوظائف الخاصة باليد العاملة المؤهلة والتي تتقاضى أجراً جيداً. وهذا ما نتوق إلى تحقيقه لصالح الشباب اللبناني.

الجمهور وأصحاب المؤسسات. لكن تبقى المصارف ويا للأسف المصدر الوحيد للتمويل في لبنان.

(4) تحتل التجارة تقليدياً مكانة مهمة في الاقتصاد اللبناني. ما المطلوب حتى تساهم أكثر في نمو إجمالي الناتج المحلي؟ وكيف يمكن لانفتاح أكبر للاقتصاد اللبناني أن يترك وقعا إيجابياً على النمو؟

تهدف جمعية تجار بيروت إلى تعزيز التبادلات التجارية من لبنان وإليه. فطموحنا هو أن تعود بيروت مركز الاستقطاب التجاري في المنطقة، وهو الدور الذي صادته منذ د.ي. وهذا يفترض تطبيق الشراكة اليورومتوسطية والانضمام إلى منظمة التجارة العالمية ومن خلال الشراكات الإقليمية على غرار مشروع الاتفاق التجاري بين لبنان والأردن وسوريا وتركيا. غير أن القطاع التجاري يجب أن يتطور. فازدهار الاقتصاد اللبناني خلال السنوات العشر المقبلة سينتج جزءاً كبيراً منه من ارتفاع الإنتاجية في هذا القطاع.

* عجز أو فائض أولي: عجز أو فائض في حسابات الدولة قبل تسديد الفوائد على الدين.

* ملاك الأعمال: شخص مادي يستثمر جزءاً من أمواله في مؤسسة مبتكرة ويضع بتصرف المؤسسة مهارته وخبرته وشبكة علاقاته ووقته.

(1) تبدو الظروف الاقتصادية اللبنانية للنصف الأول من العام الحالي قائمة. كيف ترونها وما المتوقع للأشهر المقبلة؟

صفة قائمة ملائمة جداً. فجميع المؤشرات الاقتصادية كانت قائمة في بداية السنة، سواء المؤشرات الاقتصادية الكلية (العجز في ميزان المدفوعات وانخفاض تحويلات اللبنانيين في الخارج) أو المؤشرات المالية (ارتفاع الدين بالنسبة إلى إجمالي الناتج المحلي وتحول الفائض الأولي إلى عجز أولي) أو المؤشرات النقدية (ارتفاع الدولار في الودائع وركود الادخار) أو حتى مؤشرات الاقتصاد الحقيقي (معدلات إشغال الفنادق والصادرات الصناعية واستيراد التجهيزات الصناعية والنشاط التجاري).

وهناك ثلاثة أسباب لهذا التراجع المهم في النمو اللبناني:

• أولاً الانقسام السياسي الحاد إذ يسود خطاب تقسيمي يخلو من التوافق.

• ثانياً، كان للاضطرابات في البلدان العربية وخصوصاً في سوريا أثر مهم في ذلك نظراً إلى الترابط القوي بين الاقتصادين اللبناني والسوري. على سبيل المثال، يقصد العديد من التجار والمواطنين السوريين تجار المرفق اللبنانيين للتبضع.

• وأخيراً هناك مجموعة متكاملة من العناصر الاقتصادية على الصعيد العالمي يجب أخذها في الاعتبار، لاسيما تراجع الدولار في مقابل اليورو والذي خلف أثراً كبيراً على الاقتصاد اللبناني لأن لبنان يستورد كثيراً من أوروبا ومن بلدان أخرى لا تقوم مؤشراتهما على الدولار، فضلاً عن ارتفاع أسعار المواد الأولية خصوصاً النفط. وقد أثر هذا في القدرة الشرائية اللبنانيين وموازنة الأسر وأموال الشركات، وكان له وقع مدمر على حسابات الدولة (ارتفاع التحويلات إلى مؤسسة كهرباء لبنان) مع خفض الحكومة الرسوم على البنزين.

وبرأيي، يمكن أن يساهم تشكيل الحكومة في نهوض ما ولو جزئي. في الواقع، سوف تجري الحكومة تعيينات في مناصب رئيسية في الإدارة، وهي أساسية لاستعادة الثقة.

(3) برأيكم، ما التدابير التي يجب اتخاذها للسماح بتطوير المؤسسات الصغيرة والمتوسطة الحجم؟

أولاً، يجب أن تحرص البلاد على المحافظة على المواهب الشابة بطمأنتها في شأن الوضع السياسي! وهناك أيضاً مشكلة ثقافية، ففي لبنان الفشل مدان، إذ ما من ثقافة خطر ولا تُعطى فرصة ثانية. أنظروا إلى حالة ستيف جوبز في الولايات المتحدة الأميركية. فقد طرد من شركة آبل قبل أن يعود إليها ويحقق نجاحاً باهراً. ومن أجل تحفيز هذه الثقافة، لا بد من نفض الغبار عن التشريعات، خصوصاً مراجعة قانون الإفلاس. ويجب أيضاً توفير تمويلات متخصصة. بالإضافة إلى ذلك، لا وجود لـ"ملائكة الأعمال" ولا لرأس مال المخاطر ومصارف الأعمال. لذلك تسبب المؤسسات الصغيرة والمتوسطة الحجم إلى جانب الأسماك الكبيرة... ويجب أن تؤدي البورصة بصورة أكبر دورها كوسيط بين

النشرة

العدد 2 | 2011

من أجل نمو اقتصادي في خدمة التنمية والتقدم الاجتماعي

تطوير آفاق
مستقبلية



من أبرز الدروس التي يمكن استخلاصها من الاضطرابات السياسية والاجتماعية التي تعصف بالعالم العربي إمكان نشوء ضيقة كبيرة في قلب المجتمع عندما يُساء توزيع منافع النمو وعندما لا تعود الثروة الوطنية التي هي ثمرة جهود كل فرد بالفائدة إلا على أقلية من الناس.

وإذا كان لبنان موقع فريد في المنطقة، فليس من غير المفيد التساؤل عن الدور الذي يمكن أن يؤديه الاقتصاد اللبناني: هل أوجد ما يكفي من الثروات التي يحتاج إليها لبنان برتمته، وهل استحدث ما يكفي من الوظائف لأجياله الشابة، وهل رسخ أخيراً ركائز نموذج اقتصادي واجتماعي مستدام؟

على الرغم من الشوايب، ساهم النموذج الأوروبي القائم على مفهوم تقارب مستويات الحياة بين سكان الأرياف والمدن في الدول الأعضاء في الاتحاد الأوروبي في صنع السلام في أوروبا خلال خمسينات القرن الماضي. وفي أساس هذا النموذج، قناعة مفادها أن الإنسان يستحق قبل أي شيء الكرامة وأنه ينالها بجزء كبير منها بفضل عمل مستقر في بلده، يترافق مع ضمانات اجتماعية ضد المرض والشيخوخة والبطالة.

وسوف يستمر الاتحاد الأوروبي في دعم الاقتصاد اللبناني للمضي قدماً في هذا الاتجاه وإيجاد مكانته في إطار العولمة. ويعود إلى ممثلي الشعب اللبناني أيضاً دعم النسيج الاقتصادي ووضع المؤسسات البنانية الصغيرة والمتوسطة الحجم في صلب الأولويات الحكومية، حتى تتمكن من إيجاد آفاق مستقبلية للشباب اللبناني.

أنجلينا أيخهورست
رئيسة البعثة

ويبدو أن لبنان قد اعتمد بصورة مبالغ فيها على عدد محدود من القطاعات، مما جعل اقتصاده أكثر تبعية وهشاشة. علاوة على ذلك، تظهر مؤشرات أخرى أن تنمية الاقتصاد اللبناني عاد بالفائدة بصورة أولية على بيروت وضواحيها، مما حدّ من إمكان تطوير قدرة المناطق الريفية.

وطالما شارك الاتحاد الأوروبي أصحاب المبادرات هواجسهم حيال الحاجة إلى إطار قانوني محدث ووصول مسهل إلى التمويل وبنية تحتية أكثر فاعلية وخدمة عامة أكثر ملاءمة للعمل. لذلك نفذ الاتحاد الأوروبي مجموعة واسعة من البرامج والآليات لدعم تطوير القطاع الخاص. وتعزز المساعدة التي يتم توفيرها لإنشاء المؤسسات الجديدة وتوفير خدمات مركزية من أجل تحسين الجودة أو ترويج الصادرات، قدرة المؤسسات الصغيرة والمتوسطة الحجم. كما أن الدعم المقدم لوزارة الاقتصاد والتجارة أو المساعدة المقدمة لتحديث الجمارك يساهمان في تحسين بيئة الأعمال. وأخيراً، يؤدي تحفيز الاستثمار في البنية التحتية بالتنسيق مع المؤسسات المالية الأوروبية إلى استحداث المزيد من الفرص الاقتصادية.

ويرغب الاتحاد الأوروبي من خلال هذه الأعمال في دعم تنمية اقتصادية أكثر تنوعاً وشمولية وتالياً أكثر استدامة قادرة ليس فقط على المحافظة على نسبة نمو مرتفعة وإنما أيضاً على إيجاد المزيد من الوظائف وفرصة للشباب اللبناني للعمل في بلده والاستثمار فيه.



حقق لبنان نسب نمو ملفتة خلال العامين الماضيين رغم الاضطرابات التي عرفها أحياناً. لكن هل قلص هذا الأداء نسب الهجرة وأدى إلى استحداث الوظائف لمن هم مؤهلون أكثر و لمن هم مؤهلون أقل على السواء؟

يُمدح القطاع الخاص اللبناني غالباً على الديناميكية وروحية المبادرة، وقد صمد أمام فترات طويلة من عدم الاستقرار. غير أن الاقتصاد اللبناني لا يستطيع العمل بطاقته الكاملة من دون بيئة ملائمة.

في هذا العدد

- 2 مقابلة مع نقولا شماس، رئيس جمعية تجار بيروت
- 3 دعم الاتحاد الأوروبي لاستحداث الوظائف الصغيرة والمتوسطة الحجم
- 4 التجارة بين الاتحاد الأوروبي ولبنان: نحو المزيد من التكامل
- 5 الاستثمار والتشبيك في منطقة المتوسط
- 6 دعم الاتحاد الأوروبي ودوله الأعضاء للتدريب المهني
- 8 زيارة السفراء الأوروبيين الليونيفيل

